

EXPLOITATIONS MINIÈRES AU PÉROU

Mines de richesses et de conflits

► Un article de Chrystelle Barbier

Selon le ministère péruvien de l'Énergie et des Mines (Minem), plus de 21,6 milliards de dollars US ont été investis dans le secteur minier entre 1996 et 2010. La Société nationale des mines estime que d'ici à 2020, le montant des investissements pourrait atteindre les 50,7 milliards de dollars. Un potentiel qui n'a pas échappé aux grandes entreprises, qui ont décidé de s'installer dans un pays qui, depuis le début des années 1990, a tout mis en œuvre pour attirer les investisseurs étrangers (traités de libre échange, contrats de stabilité juridique) et leur faciliter la tâche une fois implantés.

Grand producteur mondial de minerais

Connu de tout temps pour la richesse de ses sous-sols, le Pérou est aujourd'hui l'un des plus gros fournisseurs de minerais au monde (premier producteur mondial d'argent, 2^e de zinc et de cuivre, 3^e d'étain, 6^e d'or). Les plus grands groupes miniers internationaux convoitent ces richesses, malgré les nombreux conflits sociaux qui affectent directement la poursuite de plusieurs projets miniers dans le pays.

Principal consommateur de métaux au monde (40 % de la consommation mondiale), la Chine a notamment choisi de concentrer la plus grande partie de ses investissements sur le territoire péruvien, devenant l'investisseur minier le plus important du pays (20 % du montant total des investissements) devant les États-Unis, le Canada, la Suisse et l'Australie.

Selon le Minem, le portefeuille général d'investissements dans le secteur minier prévu pour les cinq prochaines années est de 30 milliards de dollars. Une manne financière essentielle pour l'économie péruvienne, les exportations minières représentant près de 60 % du montant total des exportations.

Au cœur des conflits

Source de revenus sans équivalent, le secteur minier est cependant au cœur de conflits sociaux constants, dont le nombre n'a cessé d'augmenter au fil des ans. Selon la Defensoria del Pueblo, un organe de l'État chargé de défendre les droits de l'homme, 89 conflits étaient « actifs » en 2006. En 2011, Alan Garcia a quitté la présidence dans un pays débordant de conflits sociaux (alors au nombre de 214) répartis aux quatre coins du territoire. Plus de la moitié de ces conflits sont d'origine socio-environnementale et opposent en majorité des communau-

tés paysannes ou indiennes aux exploitations minières, rapporte la Defensoria del Pueblo.

Comme dans de nombreux autres pays d'Amérique latine, ces problèmes sont souvent dus à un manque de consultation des peuples vivant sur les terres destinées à être exploitées. Bien que l'entreprise nécessite aujourd'hui une « licence sociale », sorte d'autorisation des communautés voisines des projets miniers, l'État a régulièrement par le passé donné aux entreprises des territoires en concession, sans que personne n'ait consulté les habitants de la zone en question.

La lutte en Amazonie

Réclamant leur droit à être préalablement consultés comme le prévoit la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), des milliers d'indiens d'Amazonie ont lutté en 2009 contre une série de décrets gouvernementaux qui, selon eux, mettaient en péril leurs droits ancestraux et favorisaient la privatisation de leurs territoires, afin de bénéficier à terme aux industries extractives. Prêts à aller jusqu'au bout de leur mouvement, les manifestants ont protesté pendant des semaines sans trouver d'accord avec le gouvernement. Le conflit s'enlisait quand la protestation tourna à la tragédie dans la région de Bagua (nord amazonien), le 5 juin 2009, de violents affrontements entre la police et les manifestants faisant plus de 30 morts.

Fortement médiatisés, les « événements de Bagua » ont marqué un point de non-retour dans l'histoire du pays. Prenant soudain conscience de l'ampleur des conflits existant en Amazonie, où plus de 70 % des territoires font l'objet de concessions, des milliers de personnes sont descendues dans la rue en juin 2009, pour exiger la suppression des décrets de la discorde et demander qu'on légifère



© Chrystelle Barbier.

Des manifestants accusent le président Ollanta de trahison.

afin que les peuples indigènes puissent être consultés et informés au sujet de tout projet minier concernant leur terre.

Les décrets ont été abrogés mais il a fallu attendre deux ans pour qu'un texte de loi rende obligatoire la consultation des peuples. « Cette loi est faite pour que les communautés (indigènes) puissent exprimer leur volonté de manière libre et souveraine et ne se laissent pas dominer par les pouvoirs économiques ou les faux leaders », a souligné le président Ollanta Humala, avant de promulguer le texte en septembre 2011 (voir encadré).

Mines et pollution

Approuvée par l'ensemble des forces sociales, la loi n'a pas encore été réglementée, au grand dam des populations qui espèrent qu'elle permettra de pacifier le pays. « Maintenant, l'État doit renforcer l'attention portée aux conflits sociaux », insiste le défenseur du peuple Eduardo Vega, qui exhorte les autorités à écouter les plaintes des populations, qui dénoncent régulièrement la pollution des eaux environnant les chantiers miniers. Il existe ainsi dans le pays, plusieurs rivières polluées par des déchets solides ou des résidus issus des grandes exploitations minières mais aussi de mines informelles, qui génèrent une immense pollution dans de nombreuses régions, notamment au cœur de l'Amazonie, que les mineurs déboisent et polluent à coup de cyanure et de mercure.

Déjà nombreux et constants sous le gouvernement d'Alan Garcia, les conflits se sont intensifiés au cours des derniers mois. « La population avait accordé une trêve sociale à Ollanta Humala mais cette trêve a pris fin », constate Julia Cuadros. La directrice de l'association Cooperación, une ONG assurant un suivi régulier de la problématique minière dans le pays, s'inquiète de l'intensité des conflits qu'elle juge aujourd'hui « plus forts et violents ». « La mine non, l'agriculture oui », ont ainsi scandé en novembre des milliers d'habitants d'Andahuaylas, qui exigeaient l'arrêt de toute activité minière dans leur région. Au même moment, dans le nord du pays, les paysans des hauts plateaux de Cajamarca commencent à se manifester contre le projet Conga, une mine d'or et de cuivre accusée de mettre en péril les eaux de la région. « Nous vivons dans cet espace naturel à 3900 mètres d'altitude et nous ne sommes pas d'accord avec ce projet qui a prévu d'éliminer les lagunes des hauts plateaux », argumente Marino Campos, un habitant du département de Celendin qui a été un des premiers à se mobiliser. « La mine va aussi engendrer de grands mouvements de terre et rendre l'eau acide », dénonce l'agriculteur de 33 ans qui assure que « c'est déjà ce qu'il se passe avec Yanacocha ».

Zizanie dans les villages

Immense mine d'or implantée dans la région depuis 1990, Yanacocha finance plusieurs programmes sociaux et envi-

La « loi du droit à la consultation préalable »

Cette loi oblige l'État péruvien à consulter les peuples indigènes et originaires sur tout projet ou décision administrative concernant leurs droits, leur identité culturelle et leur territoire. « Le but de la consultation est d'obtenir un accord ou un consentement entre l'État et les peuples indigènes au sujet d'une mesure législative qui les affecte directement, à travers un dialogue interculturel qui garantit leur inclusion dans le processus de prise de décision de l'État et l'adoption de mesures respectueuses de leurs droits collectifs », précise le texte de loi, en accord avec l'OIT. « Ce que l'on veut avec cette loi, c'est que votre voix soit écoutée, que vous soyez traités comme des citoyens et non comme des enfants qu'on ne consulte pas », a lancé le président Humala à une foule d'Indiens, présents lors de la promulgation.

ronnementaux dans la région. Elle jouit malgré tout d'une très mauvaise réputation auprès des agriculteurs de Cajamarca qui l'accusent de polluer leur eau mais aussi de les avoir arnaqués au moment du rachat des terres ou encore de semer la zizanie dans les villages en créant une opposition entre les habitants pro et anti-mine.

Conscients du passif de Yanacocha, les paysans sont aujourd'hui très critiques face aux projets miniers, qui sont nombreux dans la région. Au cœur de leurs revendications : la défense de l'eau. « Le projet Conga se situe dans une zone où se trouvent diverses lagunes qui alimentent en eau trois provinces. Or, pour extraire le minéral, la mine devra détruire ces lagunes », explique Milton Sanchez, le secrétaire général de la Plateforme interinstitutionnelle de Celendin (PIC), un large mouvement citoyen opposé à Conga. L'étude d'impact environne-

Suite à la page suivante >

> mental (EIE) de la mine indique en effet qu'elle transvasera l'eau de quatre lagunes vers de grands réservoirs.

Le secteur minier est au cœur des conflits.

Les dirigeants du projet Conga affirment que ces barrages auront une plus grande capacité que les lacs naturels aujourd'hui existants mais l'argument ne convainc pas Patricia Rojas, experte environnementale pour Cooperación. «Le problème n'est pas seulement la quantité d'eau que contiennent ces lagunes mais le fait que l'eau se filtre et réapparaisse plus bas», s'emporte la jeune femme, qui regrette que «les EIE ne prennent pas en compte la fonction de l'eau dans l'écosystème». «Une des lagunes va être transformée en une grande poubelle de déchets miniers, alors que de cette lagune, naît une rivière qui bénéficie à 40 communautés», soutient encore Milton Sanchez, qui mène le combat contre ce qui pourrait devenir, selon lui, une des exploitations à ciel ouvert les plus grandes du monde (2 kilomètres de large, 1 km de profondeur, annonce l'EIE). «C'est vrai que la mine apporte des revenus au pays mais elle devrait être respectueuse des ressources naturelles et surtout des ressources hydriques», insiste le jeune homme.

Humala retourne la veste ?

En novembre, ils n'étaient qu'une poignée d'experts et agriculteurs à lutter contre l'énorme projet Conga. Ils ont cependant rapidement été rejoints par d'autres villageois et soutenus par le président régional Gregorio Santos. Ayant activement soutenu Ollanta Humala durant sa campagne électorale, M. Santos était alors convaincu que le nouveau président ordonnerait la révision de l'étude d'impact environnemental, comme le réclamait le peuple de Cajamarca. Durant ses meetings, M. Humala avait en effet déclaré : «Qu'est-ce qui est le plus important, l'or ou l'eau ? Vous ne buvez pas l'or, nous ne mangez pas l'or... Alors que la mine ne vienne pas s'en prendre aux ressources hydriques.»

Un modèle industriel encore fondé sur l'extraction primaire

«Promouvoir un mine responsable, c'est impossible si le Pérou continue à fonctionner dans un cadre institutionnel si faible où l'État continue d'être juge et partie», affirme Julia Cuadros, la directrice de l'ONG Cooperación, en faisant référence au Minem, le ministère chargé de promouvoir les investissements miniers mais

aussi de les contrôler et surveiller. «On ne peut pas laisser toute la responsabilité (de la consultation, de la protection de l'environnement, du bon traitement des communautés, ndlr) aux seules entreprises. Le gouvernement doit retrouver son autorité», insiste Mme Cuadros, qui estime que le Pérou ne peut plus baser la majeure partie

de son économie sur le seul modèle industriel d'extraction primaire.

«À long terme, les coûts sociaux et environnementaux des mines sont trop importants», soutient la directrice, consciente de contribuer à un débat de plus en plus répandu dans le pays.

À la surprise générale, le gouvernement refusa cependant de prendre en compte les manifestants, puis prit rapidement position pour la poursuite du projet minier. «Conga continuera», déclara même Ollanta Humala en décembre, assurant que le Pérou devait respecter ses engagements internationaux et les contrats signés avec les entreprises. Le président rappela alors que le projet Conga, devrait représenter à terme un investissement de 4,8 milliards de dollars, soit l'investissement minier le plus important de l'histoire du pays. «Si l'on annule ce projet, ce sont tous les investissements miniers qui pourraient être remis en cause», n'ont cessé de répéter de leur côté les représentants du secteur minier, affirmant qu'une telle mesure serait un mauvais précédent pour le pays qui a pour stratégie de continuer à attirer les investisseurs étrangers.

Les manifestations continuant, le projet Conga a finalement été suspendu, début décembre 2011, dans l'attente des résultats d'une étude complémentaire menée par des experts nommés par le gouvernement. Cependant, en prenant clairement parti pour les investisseurs miniers, le président Ollanta Humala s'est non seulement mis à dos les manifestants de Cajamarca mais aussi toute une partie du pays qui soutient les habitants du Nord.

Des tensions se sont même fait sentir au sein du gouvernement, poussant le chef de l'État à un remaniement ministériel. «C'est la première fois qu'un conflit minier fait chuter un gouvernement», analyse Jose de Echave, ex vice-ministre de l'Environnement qui a démissionné début décembre pour exprimer son désaccord avec la ligne suivie par l'exécutif. «Il est temps que l'État révise ses politiques environnementales. L'eau est un droit de l'homme fondamental», ajoute le spécialiste.

Face aux critiques, Ollanta Humala affirme que son gouvernement promeut une «mine responsable», que «l'eau et l'or peuvent cohabiter». En janvier, lors du Forum économique mondial de Davos, le président a exposé face aux représentants des grandes entreprises minières «les règles de la nouvelle mine» péruvienne. «On veut que vous connaissiez les règles de la nouvelle mine que nous voulons, de la nouvelle relation avec les entreprises minières, dans laquelle on insiste sur le respect de l'environnement et le développement social», a déclaré Ollanta Humala, qui a insisté sur la nécessité d'annexer aux projets miniers des aires de ressources renouvelables comme l'agriculture, l'élevage et l'agro-industrie. ■